



Comité européen  
des régions

Discours sur l'état  
des régions et des villes  
dans l'Union européenne



# Allocution de Vasco Alves Cordeiro

président du Comité européen des régions



#SOTEULocal



# L'ÉTAT DES RÉGIONS ET DES VILLES DANS L'UNION EUROPÉENNE — 2023

DISCOURS

**prononcé par VASCO ALVES CORDEIRO**

PRÉSIDENT DU COMITÉ EUROPÉEN DES RÉGIONS

Version —12.10.2023

Madame la Commissaire Elisa Ferreira,

Chers collègues et amis,

Chers invités,

Bienvenue à la Semaine européenne des régions et des villes !

C'est un plaisir et un honneur pour moi d'être ici aujourd'hui avec la commissaire Ferreira pour vous accueillir, pour accueillir des milliers de représentants de toute l'Europe dans le cadre de ce partenariat historique et durable entre le Comité européen des régions et la Commission européenne, qui vise à mettre en valeur le travail et les réalisations des autorités locales et régionales qui font de l'Europe une réalité en tous lieux.

\*\*\*

Une année s'est écoulée depuis mon dernier discours sur l'état des régions et des villes. Pendant cette période, beaucoup de choses ont changé, mais un élément central est resté le même... Les citoyens de toute l'Europe ont continué à se tourner, en premier lieu, vers leurs représentants locaux et régionaux en quête de réponses, d'action et de protection.

J'aimerais profiter de cette occasion pour partager avec vous, chers collègues, membres du Comité des régions, partenaires et amis des autres institutions et organes de l'UE, ce que les régions et les villes d'Europe nous disent, leurs attentes, leurs défis, leurs besoins.

\*\*\*

Mais je ne peux commencer sans dire un mot sur les atrocités dont nous sommes témoins sur la côte est de la Méditerranée.

Je tiens à condamner sans équivoque, au nom du Comité européen des Régions, les attaques terroristes perpétrées par le Hamas. Nos pensées vont aux familles de toutes les victimes innocentes.

\*\*\*

Mesdames et Messieurs,



Au cours des derniers mois et des dernières années, les régions et les villes ont été en première ligne pour gérer un nombre croissant de crises.

2023, dans ce contexte, est déjà une année record avec l'été le plus chaud jamais enregistré.

Les températures élevées ont entraîné des incendies de forêt, des vagues de chaleur, des sécheresses extrêmes, mais aussi des tempêtes soudaines et des inondations dévastatrices.

Dans l'Alentejo, en Catalogne, en Émilie-Romagne ou dans les Marches, mais aussi sur l'île de Corfou ou dans les vallées de Carníola, les catastrophes climatiques ont fait des victimes, déplacé des milliers de personnes, détruit des infrastructures, la biodiversité et causé des milliards d'euros de dégâts.

La dure réalité de la crise climatique et ses terribles conséquences nous sont constamment rappelées.

Nous constatons de plus en plus l'ampleur mondiale de ce que le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a déjà qualifié de "carnage climatique".

Ce carnage fait des victimes, détruit notre économie et menace notre avenir.

Les réseaux électriques, les réseaux de transport, les systèmes de communication, essentiels au fonctionnement de nos communautés, de nos hôpitaux, de nos écoles et de tout ce qui fait fonctionner notre économie, sont en danger si nous poursuivons la tendance inquiétante vers une augmentation de trois à quatre degrés de la température mondiale.

Nos économies locales, notre industrie du tourisme, notre agriculture et nos systèmes alimentaires sont tous perturbés par la crise climatique.

Mais la crise climatique renforce également les inégalités.

Elle a des conséquences immédiates sur notre environnement, notre économie et nos infrastructures, mais elle peut aussi affecter nos institutions politiques et notre démocratie.

Nous ne pouvons plus perdre de temps.

Nous devons travailler ensemble à tous les niveaux de gouvernement pour obtenir un impact réel.

Les régions et les villes sont des acteurs fondamentaux tant pour l'adaptation au climat que pour son atténuation.

Une personne sur deux ayant répondu à notre rapport annuel sur l'état des régions et des villes indique clairement que nous devons écouter davantage les premiers intervenants dans ces situations.

Et ces premiers intervenants sont les régions et les villes.

Et il semble clair qu'il y a une nécessité, ou devrais-je dire, une urgence, non seulement de renforcer les ressources allouées à la préparation et à la prévention de ces situations, mais aussi de soutenir les actions nécessaires pour les éviter.

Sans l'implication, sans la mobilisation des régions et des villes, il n'est pas possible de traduire les engagements globaux en actions locales.

La réalité nous rattrape encore et encore avec un coût insupportable. Et nous devons agir différemment si nous voulons des résultats plus rapides et plus palpables.



Ne continuons pas à nourrir l'illusion que nous pouvons obtenir des résultats différents avec les mêmes actions.

C'est pourquoi, chers collègues, au nom du Comité des régions, j'appelle à un nouvel élan de partenariat entre les niveaux de gouvernement européen, national, local et régional pour concevoir et mettre en œuvre les engagements mondiaux de la transition climatique pour chaque communauté en Europe, grâce à une implication renouvelée et plus profonde des autorités locales et régionales.

\*

Chers collègues,

2023 marque également la poursuite de la guerre contre l'Ukraine.

Les régions et les villes d'Europe sont aux côtés de l'Ukraine et le resteront aussi longtemps qu'il le faudra.

Ce message simple et clair exprime la position du Comité des régions.

Sans hésitation, les régions et les villes de l'UE ont accueilli des millions d'Ukrainiens, non seulement avec un abri temporaire, mais avec un foyer pour le long terme.

Avec l'Alliance européenne des villes et des régions pour la reconstruction de l'Ukraine, nous travaillons main dans la main avec nos amis ukrainiens pour stimuler la coopération entre pairs, aider les autorités locales et régionales à se familiariser avec l'acquis communautaire et contribuer à la mise en place d'un niveau de gouvernement infranational indépendant, respecté et dûment financé.

Je salue la décision de la Commission européenne d'étendre notre protection temporaire aux Ukrainiens dans l'UE, comme nous l'avons demandé. Nos portes et nos bras restent ouverts.

Ouverts lorsque les régions et les villes ont accueilli des milliers d'enfants pendant les camps d'été. Et pourquoi ne pas inviter d'autres institutions européennes à nous rejoindre, à rejoindre le Comité européen des Régions, dans cette initiative de solidarité et d'amitié. Ouvert lorsque les villes et les régions se mobilisent pour soutenir les efforts de reconstruction en Ukraine.

Ouverts lorsque nous sommes prêts à échanger nos points de vue et nos pratiques sur le travail et le rôle des autorités locales et régionales.

Alors que des négociations sont en cours pour la Facilité Ukraine, nous rappelons l'importance de sa composante locale et régionale, qui s'appuie sur les principes de la politique régionale de l'UE.

Ces principes sont fondamentaux pour notre coopération avec l'Ukraine, les Balkans occidentaux, la Moldavie, la Géorgie et la Turquie.

Je salue l'annonce faite par le président von der Leyen concernant les prochaines révisions de la politique de pré-élargissement. Le Comité européen des régions jouera son rôle en veillant à ce que la dimension locale et régionale soit prise en compte et que les politiques clés, telles que la politique de cohésion, continuent d'être une capacité d'investissement centrale à long terme dans tous les territoires.



L'élargissement n'est pas seulement une question de chiffres et de budget. Il s'agit d'un engagement politique qui se réalisera dans l'intérêt des pays candidats, mais aussi dans l'intérêt de l'Union européenne.

\*

Nous devons être prêts pour cette étape historique de notre projet européen commun et nous devons être conscients que, quel qu'en soit le coût, il serait beaucoup plus coûteux de fermer la porte de l'Europe à ceux qui veulent faire partie de cet incroyable aventure politique.

\*

Chers collègues,

Plus de trente-deux millions d'Européens – je répète: plus de trente-deux millions d'Européens - n'ont pas les moyens de se payer un repas correct tous les deux jours.

Quarante millions d'entre eux n'ont pas pu chauffer leur logement en 2022.

Inégalités de revenus, chômage de longue durée, sans-abrisme, changements démographiques.

Face à cela, la cohésion sociale sur nos territoires doit rester notre objectif.

Les collectivités locales et régionales sont les premières à faire face aux défis et sont les premières à répondre malgré les coûts.

Nous avons besoin de solutions européennes, avec des productions locales d'énergie et de nourriture et un soutien sur mesure aux personnes dans le besoin, en particulier les plus vulnérables.

Je salue les mesures déjà prises par nos maires et nos dirigeants régionaux.

Le guichet unique pour la rénovation à Budapest. La transformation des systèmes de chauffage résidentiel à Plovdiv. L'ambition de Halki, première île grecque à s'engager sur la voie de l'autonomie énergétique. Le travail réalisé à Tampere pour éradiquer le sans-abrisme. Les territoires sans chômage de longue durée, et bien d'autres exemples.

Malgré les crises, malgré les défis, n'oublions jamais que l'état des régions d'Europe, comme d'ailleurs l'état de l'Europe elle-même, n'est rien d'autre que l'état de ses habitants.

C'est pourquoi il est si important de rester fidèles aux valeurs de solidarité, d'égalité, de justice sociale et de respect de la dignité humaine.

\*\*\*

Chers collègues,

L'état des régions et des villes reste solide car, malgré les pressions et les défis qui s'accumulent chaque jour, les régions et les villes continuent d'élaborer des solutions, en ne laissant aucun endroit ni personne de côté.

Les régions et les villes sont au premier plan lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre avec succès les objectifs de développement durable des Nations unies et le "Green Deal" européen.



Mais nous devons reconnaître que c'est plus facile à dire qu'à faire.

Au moins soixante pour cent des objectifs des SDG ne seront pas atteints sans l'engagement des autorités locales et régionales.

Plusieurs obstacles subsistent dans la mise en œuvre des initiatives en faveur du climat.

Et ce n'est pas une question de mauvaise volonté.

Des régions et des villes, telles que Porto et Strasbourg, se lancent dans des examens locaux volontaires, montrant ainsi comment nous pouvons évaluer au mieux les progrès accomplis dans la réalisation des ODD.

Quarante-cinq pour cent des villes et des régions déclarent s'être fixé un objectif de neutralité climatique avant 2050. Nous sommes plus ambitieux que l'objectif de l'UE, qui est déjà le plus ambitieux au monde.

Ressources financières, plus de flexibilité, meilleure communication, coordination, transparence. Il existe de nombreuses façons d'offrir un cadre meilleur et plus cohérent pour la durabilité. Accompagner les régions et les villes, tel est l'esprit de notre initiative "Green Deal Going Local", qui fournit des outils et des bonnes pratiques pour parvenir à la neutralité climatique.

Il est primordial de réaliser la transition verte. Parallèlement, nous devons maîtriser la numérisation de notre société et faire face au changement démographique.

L'investissement public est la clé.

L'investissement public doit contribuer à notre objectif de cohésion territoriale, sociale et économique en Europe.

Avec le maire Emil Boc, nous avons travaillé ces derniers mois en consultant tous les niveaux de gouvernement et en évaluant la situation dans les territoires européens.

La conclusion semble claire : la politique de cohésion a besoin d'un aggiornamento. Mais il ne fait aucun doute que l'Europe a besoin de la politique de cohésion.

L'adaptation de la politique de cohésion à l'avenir repose sur des idées simples : flexibilité et prévisibilité, partenariat et responsabilité.

D'abord, la flexibilité avec la prévisibilité

Soutenir les travailleurs pendant la pandémie, accueillir les Ukrainiens fuyant la guerre, soutenir notre transition énergétique. Crise après crise, les fonds de cohésion ont été mobilisés. La solidarité est le moteur de la politique de cohésion, mais elle ne peut pas devenir un fonds de crise.

Nous avons besoin de flexibilité pour assurer un juste équilibre entre ses objectifs d'investissement à long terme et la nécessité d'être agile et réactif face à des événements imprévus. Mais la flexibilité doit être intégrée dans la politique afin qu'elle puisse préserver la prévisibilité de ce qui se passe en cas d'urgence.



Décider de la manière de gérer les situations d'urgence sans lignes directrices ni règles, c'est décider en mode panique. Et ce n'est pas la meilleure façon de faire, ni pour cette politique, ni pour les citoyens, ni en termes d'utilisation des ressources publiques.

Deuxièmement, le partenariat.

La force de la politique de cohésion réside dans le fait qu'elle repose sur une gestion partagée, sur une gouvernance à plusieurs niveaux et sur le principe du partenariat.

Pour réaliser les transitions verte et numérique, nous devons travailler en partenariat avec toutes les régions et villes. C'est pourquoi nous devons renforcer le code de conduite sur le partenariat.

Troisièmement, la responsabilité.

La confiance est fondamentale pour la réussite de la politique. Certains diront que la politique de cohésion est trop lourde, trop lente ou trop inefficace.

Pour garantir un partenariat fructueux, nous avons besoin de responsabilité, de transparence et de participation de toutes les parties prenantes : autorités de gestion, bénéficiaires et mais aussi organismes d'audit.

Donc nous proposons de procéder à une vaste évaluation des mesures de simplification. Tirons les leçons de la facilité pour la relance et la résilience !

La tâche qui nous attend est immense. Transformer nos sociétés, les rendre plus vertes, renforcer notre connectivité numérique, les rendre plus inclusives, soutenir le développement de nouvelles compétences : tout cela ne contribuera au progrès que si nous ne laissons aucun territoire de côté. Les villes, les zones rurales, les îles, les régions ultrapériphériques, les zones septentrionales à faible densité de population, libérons leur potentiel. Nous l'avons vu à Kiruna par exemple, et nous le verrons bientôt à Logroño.

Faisons-le en évitant la concurrence et le chevauchement entre les fonds et les programmes. Faisons-le dans un esprit de partenariat. Faisons-le en ne nuisant pas à la cohésion.

La tâche qui nous attend n'est pas facile. Nous sommes peut-être entre amis ici, aujourd'hui. Mais soyons lucides, les sceptiques sont nombreux. Dans les capitales nationales ou dans les institutions européennes.

Le débat sur l'avenir du budget de l'UE et les questions clés qu'il sous-tend sera crucial dans les années à venir - et je cite la présidente von der Leyen - "ce qu'il finance, comment il le finance, et comment il est financé".

Ce débat ne peut avoir lieu sans une politique de cohésion plus forte, adaptée au 21ème siècle.

Vous pouvez compter sur l'Alliance pour la cohésion.

Vous pouvez compter sur le Comité européen des régions.

\*\*\*

Chers et chères Collègues,



Au cours des derniers mois, et plus généralement au cours des dernières années, les régions et les villes ont fait face à des crises toujours plus nombreuses, auxquelles elles ont répondu par toujours plus de solidarité.

L'année 2023 a battu un triste record. Celui de l'été le plus chaud jamais enregistré.

Cette chaleur extrême a entraîné des incendies de forêt, des vagues de chaleur, des sécheresses, mais aussi des tempêtes et des inondations.

Dans toutes nos régions, dans l'Alentejo, en Catalogne, en Émilie-Romagne et dans les Marches, mais aussi sur l'île de Corfou ou dans les vallées de Carniole, les catastrophes climatiques ont pris leur tribut de précieuses vies humaines, déplacé des milliers de personnes, détruit des infrastructures et coûté des milliards d'euros de dommages.

Mes pensées vont aux victimes.

Je voudrais transmettre de la force aux familles touchées par toutes ces pertes.

Je fais part de ma gratitude à tous les responsables locaux et régionaux — parmi lesquels de nombreux membres du Comité européen des régions — qui ont travaillé sans relâche pour faire face à ces catastrophes et sont déjà en train de reconstruire, en mieux. Vous avez tout lieu d'être fiers de vous!

Une fois encore, vous avez montré l'importance de la solidarité, de la coopération et de la nécessité de disposer de services publics efficaces sur le terrain.

Une fois encore, la crise climatique s'est rappelée à nous dans toute sa réalité, avec ses terribles conséquences.

Elle prend des vies et ruine notre biodiversité. Elle menace notre avenir.

Nos réseaux électriques, nos réseaux de transport, nos systèmes de communication, essentiels au fonctionnement de nos territoires, avec nos hôpitaux, nos écoles et tous les éléments qui font fonctionner notre économie, sont menacés si nous nous laissons emporter sur cette pente inquiétante, qui nous conduit vers une augmentation de la température mondiale de trois à quatre degrés.

Si nous n'agissons pas, il pourrait nous en coûter près de mille milliards d'euros par an d'ici la fin du siècle.

C'est l'ensemble de nos économies locales, de notre industrie touristique, de notre agriculture et de nos systèmes alimentaires qui sont perturbés par la crise climatique.

La crise climatique renforce les inégalités.

Nous n'avons plus de temps à perdre.

Les régions et les villes sont des acteurs clés dans l'adaptation au changement climatique et son atténuation.

C'est vrai pour Milan, qui se prépare à des phénomènes météorologiques extrêmes; pour Barcelone, qui connaît actuellement une transformation grâce à l'architecture écologique; pour la Wallonie, où la vallée qui a subi de terribles inondations est en cours de reconstruction: les villes et les régions se tiennent prêtes.





Mais nous avons besoin de soutien. Nous avons besoin d'une action européenne. Nous avons besoin d'investissements supplémentaires pour accroître la résilience de nos territoires face au changement climatique, en accordant une attention particulière aux zones les plus vulnérables.

L'Union européenne doit redoubler d'efforts pour soutenir notre agriculture locale. Il nous faut travailler de concert, à tous les niveaux de gouvernement, pour obtenir un réel impact.

\*\*\*

Chers et chères Collègues,

Nous avons assisté à la destruction de nos villages, voire de nos régions, du fait du courroux de la nature.

Malheureusement, j'ai également vu des destructions causées par la folie des hommes.

La folie de Vladimir Poutine et sa guerre insensée et haineuse contre les Ukrainiens.

Lorsque je suis allé à Kyiv, avec les dirigeants du Comité européen des régions, j'ai été témoin d'une ville apeurée par la guerre. J'ai vu les lieux où ont été commises les atrocités de Boutcha.

Mon message au président Zelensky a été clair: les régions et les villes européennes se tiennent aux côtés de l'Ukraine, et elles y resteront aussi longtemps que nécessaire.

C'est aussi le message que j'ai porté à notre membre honoraire, le maire Vassili Klitschko. C'est mon message aux régions et aux villes d'Ukraine.

Sans hésitation, les régions et les villes de l'Union ont accueilli des millions d'Ukrainiens, en leur fournissant non seulement un abri temporaire, mais aussi un foyer à plus long terme.

Je salue la décision de la Commission européenne d'étendre notre protection temporaire aux Ukrainiens dans l'Union, comme nous l'avons demandé. Nos portes et nos bras restent ouverts.

Nous sommes animés d'un esprit de solidarité. En témoignent les cinquante régions et villes qui ont accueilli près de trois mille enfants dans nos camps d'été.

Notre horizon est la paix, non pas une paix à tout prix, mais une paix équitable, qui ouvrira la voie à la reconstruction de l'Ukraine et à son adhésion à l'Union européenne.

Avec l'Alliance européenne des villes et régions pour la reconstruction de l'Ukraine, nous travaillons main dans la main avec nos amis ukrainiens pour renforcer la coopération entre pairs, aider les collectivités locales et régionales à se familiariser avec l'acquis de l'Union et garantir une décentralisation adéquate.

Étant donné que des négociations sont en cours au sujet de la facilité pour l'Ukraine, nous rappelons l'importance de sa composante locale et régionale, s'appuyant sur les principes de la politique régionale de l'Union.

C'est la voie de l'élargissement. Non seulement pour l'Ukraine, mais aussi pour les Balkans occidentaux, pour la Moldavie, pour la Géorgie, pour la Turquie.



Je me félicite de l'annonce par la présidente von der Leyen des prochains réexamens pré-élargissement des politiques. Le Comité européen des régions jouera son rôle pour veiller à ce que la dimension locale et régionale soit prise en compte et que les politiques clés, comme celle de cohésion, continuent de constituer une capacité d'investissement centrale à long terme dans tous les territoires.

Nous devons être prêts pour cette étape historique de notre parcours européen commun.

\*\*\*

Chers et chères Collègues,

Les conséquences croissantes de la crise climatique et l'impact de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine nous ont mis à l'épreuve.

Flambée de l'inflation et des prix de l'énergie.

Quarante millions de citoyens de l'Union qui n'ont pas pu chauffer leur foyer en 2022. Plus de trente-deux millions de personnes qui ne peuvent se permettre un repas décent par jour.

Inégalités de revenus, chômage de longue durée, sans-abrisme, évolution démographique.

La cohésion sociale sur l'ensemble de nos territoires reste menacée.

Les collectivités locales et régionales sont les premières à faire face aux problèmes et les premières à y répondre malgré les coûts.

Nous avons besoin de solutions européennes, avec une production locale d'énergie et de denrées alimentaires et un soutien sur mesure pour les personnes dans le besoin, en particulier les plus vulnérables.

Je salue les mesures déjà prises par nos maires et nos responsables politiques régionaux:

Le guichet unique pour la rénovation à Budapest. La transformation des systèmes de chauffage résidentiel à Plovdiv. L'ambition de Halki d'être la première île grecque à s'engager dans un parcours pour devenir un modèle d'autonomie énergétique.

La conversion à l'agriculture biologique en Occitanie. Le plan de gestion de l'eau en Catalogne. Les soixante-cinq mille déjeuners biologiques préparés chaque jour à Malmö. Ou encore Vienne et le Burgenland, déclarés respectivement en 2023 «meilleure ville biologique» et «meilleure région biologique».

Le travail accompli à Tampere pour éradiquer le sans-abrisme. Les «territoires zéro chômeur de longue durée».

Malgré les crises, malgré les défis, la situation des régions et des villes reste solide, fidèle à nos valeurs de solidarité, d'égalité et de respect fondamental de la dignité humaine.

\*\*\*

Chers et chères Collègues,



La situation des régions et des villes reste solide car, malgré les pressions, les défis qui se posent chaque jour, les régions et les villes continuent de trouver des solutions, sans laisser aucun lieu ni aucune personne de côté.

Les régions et les villes jouent un rôle de premier plan pour ce qui est de réussir la mise en œuvre des objectifs de développement durable des Nations unies et du pacte vert pour l'Europe. C'est le message que j'ai transmis cet été au secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres.

Mais cela est plus facile à dire qu'à faire.

Sans l'engagement des collectivités locales et régionales, au moins 60 % des objectifs de développement durable ne seront pas atteints.

Plusieurs obstacles subsistent dans la mise en œuvre d'initiatives en faveur du climat.

Et il ne s'agit pas de mauvaise volonté.

Des régions et des villes, par exemple Porto et Strasbourg, entreprennent des examens locaux volontaires, montrant comment évaluer au mieux les progrès accomplis dans la réalisation des ODD.

45 % des villes et régions déclarent s'être engagées en faveur de la neutralité climatique à l'horizon 2050. Nos ambitions dépassent l'objectif de l'Union, qui est déjà le plus ambitieux à l'échelle mondiale.

Ressources financières, flexibilité accrue, meilleure communication, coordination, transparence. Il existe de nombreux moyens d'offrir un cadre plus efficace et plus cohérent en matière de durabilité. Accompagner les régions et les villes est précisément l'esprit de notre initiative «Pacte vert — Investir l'échelon local», qui fournit des outils et de bonnes pratiques en vue de la neutralité climatique.

\*\*\*

Chers et chères Collègues,

Réaliser la transition écologique est primordial. Parallèlement, nous devons maîtriser la numérisation de notre société et faire face à l'évolution démographique.

Les investissements publics sont essentiels.

Des investissements publics qui contribueront à notre objectif de cohésion territoriale, sociale et économique en Europe.

Avec le maire Emil Boc, nous travaillons d'arrache-pied depuis plusieurs mois. Après avoir consulté tous les niveaux de gouvernement et évalué la situation dans les territoires européens, nous pouvons affirmer que la politique de cohésion a besoin d'un aggiornamento.

Faire en sorte que la politique de cohésion soit prête pour l'avenir repose sur trois mots: flexibilité, partenariat et responsabilité.

Premièrement, la flexibilité.

Il a fallu soutenir les travailleurs pendant la pandémie, accueillir les Ukrainiens fuyant la guerre et financer notre transition énergétique. Crise après crise, les fonds de cohésion ont été mobilisés.



La solidarité est le moteur de la politique de cohésion, mais celle-ci ne peut pas devenir un fonds de crise.

Nous avons besoin de souplesse pour qu'elle garantisse un juste équilibre entre ses objectifs d'investissement à long terme et la nécessité d'être agile et réactive face aux événements imprévus. La flexibilité devrait être intégrée dans la politique de cohésion afin qu'elle puisse mieux faire face aux disparités de plus en plus complexes entre les régions.

Deuxièmement, le partenariat.

Ce qui fait la force de la politique de cohésion est qu'elle repose sur la gestion partagée, la gouvernance à plusieurs niveaux et le principe de partenariat.

Pour réaliser les transitions écologique et numérique, nous devons travailler en partenariat avec toutes les régions et villes. C'est pourquoi nous devons renforcer le code de conduite sur le partenariat.

Troisièmement, la responsabilité.

La confiance est fondamentale pour le succès de la politique. D'aucuns diront que la politique de cohésion est trop lourde, trop lente ou inefficace.

Pour garantir la réussite du partenariat, il faut rendre des comptes, assurer la transparence et veiller à la participation de toutes les parties prenantes concernées. Nous proposons de nous prêter à un vaste exercice d'évaluation des mesures de simplification. Tirons des leçons de la facilité pour la reprise et la résilience!

La tâche qui nous attend est énorme. Transformer nos sociétés, les rendre plus vertes, les rendre plus inclusives, renforcer notre connectivité numérique, soutenir le développement de nouvelles compétences: cela ne contribuera au progrès que si nous ne laissons aucun territoire de côté. Villes, zones rurales, îles, régions ultrapériphériques, régions septentrionales faiblement peuplées: libérons leur potentiel. Nous avons vu les résultats que cela a produits à Kiruna, par exemple, et nous le verrons bientôt à Logroño.

Pour atteindre cet objectif, il faut éviter la concurrence et les chevauchements entre les fonds et les programmes. Agissons dans l'esprit de partenariat. Agissons en veillant à ne pas nuire à la cohésion.

La tâche qui nous attend n'est pas facile. Certes, nous sommes peut-être entre amis aujourd'hui. Mais à l'extérieur, il y a beaucoup de sceptiques. Dans les capitales des États membres ou dans les institutions de l'UE. Nous devons les convaincre!

Le débat sur l'avenir du budget de l'UE et les questions clés qui le sous-tendent seront cruciaux dans les années à venir, et je cite à ce sujet la présidente von der Leyen: «*Nous devons réfléchir à l'avenir de notre budget, à ce qu'il finance, à la manière dont il le finance et à la manière dont il est financé.*»

Ce débat ne peut avoir lieu sans garantir une politique de cohésion plus forte, adaptée au XXI<sup>e</sup> siècle. Vous pouvez compter sur moi. Vous pouvez compter sur l'Alliance pour la cohésion. Vous pouvez compter sur le Comité européen des régions.

\*\*\*

Chers collègues,



Le succès de nos politiques ambitieuses repose sur un élément crucial : la confiance.

Dans toute l'Europe, des millions de citoyens ont placé leur confiance dans plus d'un million d'élus locaux et régionaux.

Les sondages nous montrent même qu'ils ont plus confiance en eux qu'en leurs gouvernements nationaux et qu'à l'égard des institutions européennes.

Les maires, les conseillers locaux, les ministres régionaux et les présidents travaillent tous les jours, partout et pour tout le monde.

Ensemble, avec leurs administrations, ils sont les premiers à fournir des services publics. Ils sont les promoteurs des valeurs européennes, au travers de l'éducation et de la culture. Ils mettent en avant de nouvelles pratiques démocratiques. Ils accueillent des réfugiés. Ils font face à la réalité concrète des inégalités.

C'est pourquoi, aujourd'hui, à cette tribune, je veux leur rendre hommage.

Je veux aussi fermement condamner ceux qui agissent avec violence à l'encontre de nos élus. Qu'elle soit physique ou verbale ou encore en ligne, la violence n'est jamais une solution.

\*

Chers collègues,

Les responsables politiques locaux et régionaux n'évitent pas le mécontentement. Ils le canalisent. Ils le transforment en solutions.

En considérant le contexte institutionnel européen de manière plus large, lorsque l'on sait que 70 % des politiques de l'UE sont mises en œuvre par les collectivités locales et régionales, on ne peut que se demander pourquoi leur point de vue n'est pas davantage pris en compte.

La participation de tous les niveaux de gouvernement — en tenant compte du principe de subsidiarité active — est une condition préalable à la mise en place, à terme, de politiques plus efficaces et, partant, d'un niveau de satisfaction plus élevé.

Les citoyens nous ont dit, lors de la conférence sur l'avenir de l'Europe, qu'ils souhaitaient un rôle plus important pour les régions et les villes, ainsi que pour le Comité européen des régions.

Nous jouerons notre rôle. Mais nous n'attendrons pas non plus que les choses soient faites pour agir et faire notre travail.

Le renforcement du rôle des régions et des villes dans l'Union européenne sera crucial face aux grands défis auxquels nous sommes confrontés, face à l'élargissement de notre Union. Cela ne peut que renforcer notre tissu démocratique commun.

Ce message sera le nôtre dans les mois à venir, en vue des élections européennes et de la prochaine législature.

Des politiques pensées sur le terrain et une démocratie européenne revigorée, avec les régions et les villes au cœur.

A nous tous de porter le message. Membres du Comité européen des régions, jeunes élus politiques, membres du réseau européen des élus locaux et régionaux. Amis et alliés.

L'Europe compte sur nous !



\*\*\*

Chers collègues,

L'année prochaine, le Comité européen des régions aura trente ans. Il est temps de renforcer la place de notre assemblée dans l'architecture institutionnelle de notre Union.

Que les traités soient modifiés ou non, nous ne ménagerons aucun effort pour accroître sa représentativité, attirer davantage de femmes dans nos fonctions dirigeantes, accroître sa légitimité, renforcer le lien entre nos avis et les priorités stratégiques de l'Union et influence de cette dernière, et renforcer le rôle politique du Comité par rapport aux autres institutions, telles que la Commission, le Parlement ou le Conseil.

L'année prochaine sera également le moment où nos concitoyens seront appelés à s'exprimer par leur vote à l'occasion des prochaines élections européennes.

L'année prochaine, nous ouvrirons un nouveau chapitre dans la vie politique de l'Union européenne.

Nous, l'Europe des régions, avons un rôle à jouer même si nos noms ne figurent pas sur les bulletins de vote.

Nous avons la responsabilité de montrer que la démocratie produit des résultats à tous les niveaux.

Nous avons la responsabilité de lutter contre la désinformation.

Nous avons la responsabilité de favoriser un débat démocratique.

Nous avons la responsabilité de défendre nos valeurs communes.

Nous avons la responsabilité de présenter une vision pour l'avenir de notre Union.

C'est pourquoi je place de grands espoirs dans notre prochain Sommet européen des régions, le 10e Sommet, qui se tiendra à un moment décisif pour l'Europe.

Je vous invite tous à faire de ce sommet un succès, à continuer d'écrire notre histoire et à réaffirmer ensemble que l'état des régions et des villes dans l'Union européenne est et sera toujours fort.

Je vous remercie.



**Comité européen  
des régions**



**Office des publications  
de l'Union européenne**

Version web

QG-07-23-355-FR-N

ISBN 978-92-895-2912-9

DOI 10.2863/396858

© Union européenne, 2023



*Sauf indication contraire, la réutilisation de ce document est autorisée aux conditions prévues par la licence Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY 4.0) (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0>). Cela signifie que la réutilisation est autorisée moyennant citation appropriée et indication de toute modification.*

*Pour toute utilisation ou reproduction d'éléments qui ne sont pas la propriété de l'Union européenne, il peut être nécessaire de solliciter directement l'autorisation des titulaires des droits d'auteur concernés. En conséquence, vous êtes tenu(e) d'acquiescer des droits supplémentaires si un contenu spécifique comprend des travaux de tiers. Lorsque l'autorisation a été obtenue, elle annule et remplace l'autorisation générale susmentionnée et doit clairement indiquer toute restriction d'utilisation.*

*Crédits photo pour la page de couverture © Xavier Lorenzo / stokkete / JackF / creativenature.nl / TTstudio / Tymoshchuk / michaeljung / Eugenio Marangiu / Patryk Kosmider / Nicolas Dieppedalle / Vladimir Arndt / JackF / C.Castilla / aapsky - stock.adobe.com*

Créé en 1994, le Comité européen des régions est l'assemblée politique de l'UE où siègent 329 représentants des pouvoirs régionaux et locaux, tels que des présidents de région ou des maires, provenant de l'ensemble des 27 États membres et mandatés par plus de 446 millions d'Européens.

Édité par le Comité européen des régions

Bruxelles, octobre 2023

Rue Belliard/Belliardstraat 101 | 1040 Bruxelles/Brussel | BELGIQUE/BELGIË

Tel. +32 22822211 | e-mail: [visuals@cor.europa.eu](mailto:visuals@cor.europa.eu) | [www.cor.europa.eu](http://www.cor.europa.eu)

@EU\_CoR | /european.committee.of.the.regions

/european-committee-of-the-regions | @EU\_regions\_cities